

CONVERGENCE FRANCE

Siège Social : 70, rue de la plaine – 75 020 PARIS
Association Loi 1901

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

Comptes Annuels – Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CONVERGENCE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association CONVERGENCE FRANCE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- incidences de la première application des règlements ANC n°2023-03 et n°2022-06 exposées dans la note « changements de méthodes comptables ».
- changement de méthode relatif à la comptabilisation des indemnités de fin de carrière exposé dans la note « changements de méthodes comptables ».
- méthode de reconnaissance des versements aux chantiers et de présentation des dettes afférentes, dans la note « Règle de comptabilisation des versements aux chantiers »
- méthode de reconnaissance des recettes et correction des erreurs de présentation antérieures, des produits constatés d'avance, des fonds dédiés, et des dettes et créances afférentes à des financements affectés, présentée dans la note « Règles de reconnaissance des produits liés aux financements affectés ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification des nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment en matière de fonds dédiés et sur la présentation des comptes :

- Les fonds dédiés ont été évalués sur la base des décisions des donateurs et des financeurs, clairement exprimées et de la comptabilité analytique mise en place par l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du Trésorier et des autres documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres



documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que :

- le présent rapport n'a pas été mis à la disposition de l'assemblée générale dans les délais prévus par les statuts, car il ne nous a pas été fourni à temps toutes les informations nécessaires à son établissement.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 6/06/2026

Le Commissaire aux Comptes

F2P AUDIT &
CONSEIL



FABIENNE PICARD



Association CONVERGENCE FRANCE

Comptes annuels

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Action sociale sans hébergement n.c.a.

70 RUE DE LA PLAINE , 75020, PARIS

SIREN : 852644848

Sommaire

| | |
|--|-------------|
| 0. 1. Rapport de présentation des comptes annuels | p. 3 |
| 1. États financiers | p. 4 |
| 1. 1. Bilan actif | p. 5 |
| 1. 2. Bilan passif | p. 6 |
| 1. 3. Compte de résultat | p. 7 |
| 2. Annexe | p. 9 |
| 2. 1. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre | p. 11 |
| 2. 2. Faits marquants de l'exercice | p. 12 |
| 2. 3. Principes et méthodes comptables | p. 13 |
| 2. 4. Notes relatives aux postes de bilan | p. 16 |
| 2. 5. FDD-CVG | p. 23 |
| 2. 6. Notes relatives au compte de résultat | p. 27 |
| 2. 7. Autres informations | p. 30 |

États financiers

Bilan actif

| | 31/12/2025 (12 mois) | | | 31/12/2024 (12 mois) |
|--|-------------------------|-----------------|------------------|-------------------------|
| | Brut | Amort. prov. | Net | Net |
| Frais d'établissement (I) | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | 1 827 | | 1 827 | 1 827 |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 265 | - 1 265 | | |
| Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériels et outillages industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 57 983 | - 31 645 | 26 338 | 33 493 |
| Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières (1) | | | | |
| Participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 14 401 | | 14 401 | 14 401 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II) | 75 476 | - 32 910 | 42 566 | 49 721 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances (2) | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres Créances | 215 739 | | 215 739 | 3 621 691 |
| Charges constatées d'avance | 14 497 | | 14 497 | 840 154 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 1 500 000 | | 1 500 000 | 2 300 000 |
| Instruments financiers à terme et jetons détenus | | | | |
| Disponibilités | 4 270 645 | | 4 270 645 | 4 643 759 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (III) | 6 000 882 | | 6 000 882 | 11 405 604 |
| Frais d'émission des emprunts (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (V) | | | | |
| Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI) | | | | |
| TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI) | 6 076 358 | - 32 910 | 6 043 448 | 11 455 326 |
| (1) Dont à moins d'un an (brut) | | | | |
| (2) Dont à moins d'un an (brut) | | | | |

Bilan passif

| | 31/12/2025 (12 mois) | 31/12/2024 (12 mois) |
|--|-------------------------|-------------------------|
| | Total | Total |
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | | |
| Report à nouveau | 751 687 | 504 418 |
| Excédent ou déficit de l'exercice précédent à affecter | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 458 407 | 252 493 |
| Situation nette (sous total) | 1 210 094 | 756 911 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL FONDS PROPRES (I) | 1 210 094 | 756 911 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| Droits du concédant | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I Bis) | | |
| FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 134 989 | 670 309 |
| TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II) | 134 989 | 670 309 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | 6 628 | |
| TOTAL PROVISIONS (III) | 6 628 | |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires et assimilés | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 254 | |
| Emprunts et dettes financières diverses (2) | | |
| Instruments financiers à terme | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes | | |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 1 040 628 | 2 072 321 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 2 381 581 | 2 151 412 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 1 209 274 | 711 372 |
| Produits constatés d'avance | 60 000 | 5 093 000 |
| TOTAL DETTES (IV) | 4 691 737 | 10 028 106 |
| Ecarts de conversion Passif et différences d'évaluation - Passif (V) | | |
| TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V) | 6 043 448 | 11 455 326 |
| (1) Dont à moins d'un an hors Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 4 691 737 | |
| (2) Dont emprunts participatifs | | |

Compte de résultat

| | 31/12/2025 (12 mois) | 31/12/2024 (12 mois) |
|---|-------------------------|--------------------------------------|
| | Total | Total |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | | |
| | | <i>Dont ventes de dons en nature</i> |
| Ventes de prestations de service | | |
| | | <i>Dont parrainages</i> |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 9 752 250 | 8 129 774 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| - Dons manuels | | |
| - Mécénats | | |
| - Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | 20 000 | 240 000 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | | 1 381 |
| Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| Utilisations des fonds dédiés | 553 936 | 749 813 |
| Autres produits | 15 | 6 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 10 326 200 | 9 120 975 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock | | |
| Autres achats et charges externes (1) (2) | 584 608 | 623 671 |
| Aides financières | 7 642 216 | 6 538 969 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 84 497 | 66 614 |
| Salaires | 1 044 933 | 944 281 |
| Cotisations sociales | 419 924 | 356 353 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 12 144 | 10 056 |
| Dotations aux provisions | 1 404 | |
| Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | | |
| Reports en fonds dédiés | 134 990 | 386 584 |
| Autres charges | 1 400 | 10 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 9 926 115 | 8 926 538 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 400 086 | 194 437 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Produits de participation | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 34 214 | 14 577 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 44 630 | 56 446 |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits des cessions d'immobilisations financières | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie | | |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III) | 78 844 | 71 023 |
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Valeurs comptables des immobilisations financières cédées | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | | |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV) | | |
| RESULTAT FINANCIER (III - IV) | 78 844 | 71 023 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV) | 478 930 | 265 460 |

| | 31/12/2025 (12 mois) | 31/12/2024 (12 mois) |
|---|-------------------------|-------------------------|
| | Total | Total |
| Produits exceptionnels (V) | | |
| Charges exceptionnelles (VI) | | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | | |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 20 523 | 12 967 |
| Total des produits (I + III + V) | 10 405 045 | 9 191 998 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 9 946 637 | 8 939 505 |
| EXCEDENT | 458 407 | 252 493 |
| DEFICIT | | |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | 1 164 | |
| TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 1 164 | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | 1 164 | |
| TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 1 164 | |
| (1) Redevances de crédit-bail mobilier | | |
| (2) Redevances de crédit-bail immobilier | | |

Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 6043447.57 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 458407.28 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Convaincus qu'il est inacceptable de laisser au seuil de notre société une partie de la population, nous pensons que le travail est un formidable levier de remobilisation, de dynamisation et de socialisation.

Sur la base de cette conviction, Convergence France innove pour rendre possible l'insertion par le travail des grands exclus : notre ambition est d'enrichir les pratiques d'accompagnement des structures de l'Insertion par l'Activité Economique et de faire évoluer les politiques publiques correspondantes.

Nous déployons dans cette perspective les programmes Convergence et Premières Heures et nous menons des expérimentations pour lutter contre la grande exclusion par le travail.

Dans cette perspective, nous agissons dans les territoires avec les acteurs qui souhaitent s'engager dans cette voie : les Chantiers d'insertion en leur apportant ingénierie et financement, et les pouvoirs publics en favorisant la cohésion territoriale et la coopération des acteurs autour d'un but commun, la prise en charge de la grande précarité.

Forte d'une expérience opérationnelle historiquement acquise au sein d'Emmaüs Défi, notre association déploie ses actions dans un esprit de co-construction, d'expérimentation et d'évaluation continue et avec un souci constant d'adaptation très forte aux territoires, en partenariat avec tous les acteurs concernés, associatifs, publics et privés.

Faits marquants de l'exercice

L'année 2025 s'inscrit dans un contexte global de plus en plus contraint pour le déploiement et la poursuite des projets, marqué notamment par des tensions budgétaires croissantes au sein des collectivités locales ainsi qu'une diminution des aides aux postes en Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI). Malgré ces difficultés, l'association a poursuivi son engagement et ses actions sur les territoires.

Dans ce cadre, l'année a été marquée par le démarrage opérationnel du programme Convergence dans le bassin minier du Pas-de-Calais, avec le lancement de trois chantiers mettant en œuvre le programme CVG. À fin 2025, le réseau compte ainsi 14 territoires Convergence, représentant un total de 3 579 salarié-es accompagné-es au sein de ces dispositifs.

Par ailleurs, le déploiement de nouveaux projets Premières Heures en Chantier (PHC) s'est poursuivi. À la clôture de l'exercice, 77 projets PHC sont actifs. À ces initiatives s'ajoutent 4 projets PHC en milieu rural, dont la poursuite a été assurée dans le cadre de l'expérimentation, dans l'attente d'une éventuelle montée en charge du dispositif prévue en 2026.

L'année 2025 a également vu l'achèvement de l'expérimentation « Actions en Santé Mentale en Chantiers d'Insertion » à mi-parcours. L'évaluation externe conduite par Pluricité s'est révélée très positive, permettant notamment de justifier le maintien du soutien de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) pour la poursuite de certaines actions en 2025 et 2026.

En parallèle, l'association a bénéficié du renouvellement du soutien de la Fondation de France pour une dernière année. Ce soutien vise à consolider durablement les programmes existants et à favoriser leur essaimage sur de nouveaux territoires.

Un temps fort de l'année a été l'organisation de la journée nationale Convergence France à Pantin, à l'automne, réunissant près de 400 participants et permettant de renforcer la dynamique collective et les échanges de pratiques.

Enfin, l'année a été marquée par le lancement de Conver'go, un outil dédié à la collecte de données. Dans un premier temps déployé auprès des ACI engagés dans le programme CVG, cet outil sera étendu aux ACI PHC à compter de 2026.

Principes et méthodes comptables

Principes généraux

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022) et du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (Modifié par l'article 5 du règlement 2023-03 du 7 juillet 2023).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des points mentionnés au paragraphe « Changements de méthodes »
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Le règlement ANC 2022-04 du 30 juin 2022 modifiant le règlement ANC 2018-06, a introduit désormais l'obligation de présenter dans l'annexe des comptes annuels un état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger. L'association n'a pas perçu de ressource en provenance d'un contributeur étranger.

Changement de méthode comptable

L'association a appliqué, à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les nouvelles dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2022-06, revoir le règlement ANC n°2014-03, ainsi que du règlement ANC n°2023-03, modifiant le règlement ANC n°2018-06.

Ces évolutions ont principalement conduit à une modification de la présentation du bilan et du compte de résultat, sans remise en cause des principes et méthodes comptables appliqués antérieurement.

L'application de ces nouveaux règlements est sans incidence sur le résultat, la situation financière et le patrimoine de l'association ; elle se traduit uniquement par une évolution de la présentation des états financiers.

L'association a évalué et comptabilisé la provision pour indemnités départ à la retraite au 31/12/2025. L'impact de la comptabilisation de cette provision est le suivant :

- Comptabilisation dans le compte de bilan "152100 Provision pour pensions et obligations similaires" de l'engagement total de 6628 euros.
- Correction du report à nouveau à hauteur de la part de la provision imputable à l'exercice clos au 31/12/2024 pour un montant de 5224 euros.
- Impact sur le résultat de l'exercice 2025 à hauteur de la variation de la provision entre les deux exercices pour le montant total de 1404 euros (dotation de provision).

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Le développement de l'outil de collecte de données Conver'go est comptabilisé en charges et non immobilisé, compte tenu de son financement.

Immobilisations Corporelles et incorporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont calculés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées. Lister les catégories des immobilisations et la fourchette d'amortissement :

- Licences N/A
- Autres immobilisations incorporelles 3 ans
- Autres immobilisations corporelles : de 3 ans à 10 ans

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagements de départ à la retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

À compter de l'exercice 2025, l'association a décidé de comptabiliser dans ses comptes les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite.

Dans ce cadre, l'engagement correspondant aux droits acquis par les salariés au 1er janvier 2025 a été comptabilisé directement en capitaux propres, conformément aux dispositions applicables en matière de changement de méthode comptable.

Seule la variation de l'engagement afférente à l'exercice 2025, correspondant à la dotation de l'exercice, a été enregistrée en charge dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2025, le montant total de l'engagement de retraite s'élève à 6 628 €, dont **5 224€** comptabilisés en fonds propres et **1 404 €** constatés en charge au titre de l'exercice.

Le calcul de cet engagement prend en compte :

- Les dispositions du droit de travail
- Un faible turn-over du personnel
- Les données statistiques issues de la table de mortalité de l'INSEE 2025
- L'hypothèse d'un départ à la retraite à l'âge de 60-67 ans
- L'application d'un taux de charges sociales et sociales de 49 %
- La prise en compte d'un taux d'actualisation de 3.60 %

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Notes relatives aux postes de bilan

Actif immobilisé - Tableau des immobilisations

| | 31/12/2024 (12 mois) | Augmentations | | Diminutions | | 31/12/2025 (12 mois) | |
|---|--------------------------------|---------------|------------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|---|
| | Montant début d'exercice | Réévaluations | Acquisitions et assimilés | Virement poste à poste | Cessions et assimilés | Montant fin d'exercice | Valeur d'origine des immos réévaluées |
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | | | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | | |
| Frais de développement | | | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | 1 827 | | | | | 1 827 | |
| Fonds commercial | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 265 | | | | | 1 265 | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Sous-total | 3 092 | | | | | 3 092 | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions | | | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | | | |
| Installations générales, agencements, aménagements des constructions | | | | | | | |
| Installations techniques matériels et outillages industriels | | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 52 994 | | 4 988 | | | 57 983 | |
| Installations générales, agencements, aménagements divers | 7 590 | | | | | 7 590 | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 45 404 | | 4 988 | | | 50 393 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations corporelles | | | | | | | |
| Sous-total | 52 994 | | 4 988 | | | 57 983 | |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINEES A ETRE CEDES | | | | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | | | |
| Autres participations | | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | | |
| Prêts | | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 14 401 | | | | | 14 401 | |
| Sous-total | 14 401 | | | | | 14 401 | |
| Total | 70 488 | | 4 988 | | | 75 476 | |

Les flux s'analysent comme suit :

Actif immobilisé - Ventilation des augmentations

| | | Virements | | Entrées | | | Variation |
|--|---------------|---------------------------|--------------------------------------|--------------|---------|-----------|----------------------|
| | Réévaluations | De poste à poste | Provenant de l'actif circulant | Acquisitions | Apports | Créations | Variation N / N-1 |
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | | | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | | |
| Frais de développement | | | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | | | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions | | | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | | | |
| Installations générales, agencements, aménagements des constructions | | | | | | | |
| Installations techniques matériels et outillages industriels | | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | 4 988 | | | 4 988 |
| Installations générales, agencements, aménagements divers | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | | | | 4 988 | | | 4 988 |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations corporelles | | | | | | | |
| Sous-total | | | | 4 988 | | | 4 988 |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES | | | | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | | | |
| Autres participations | | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | | |
| Prêts | | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | | |
| Total | | | | 4 988 | | | 4 988 |

Actif immobilisé - Ventilation des diminutions

| | Virements | | Sorties | | | Variation |
|--|------------------|--------------------------------|----------|-----------|--------------------|-------------------|
| | De poste à poste | Provenant de l'actif circulant | Cessions | Scissions | Mises hors service | Variation N / N-1 |
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | |
| Frais de développement | | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions | | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | | | |
| Installations générales, agencements, aménagements des constructions | | | | | | |
| Installations techniques matériels et outillages industriels | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | | | 4 988 |
| Installations générales, agencements, aménagements divers | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | | | | | | 4 988 |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations corporelles | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | 4 988 |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES | | | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | | |
| Autres participations | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | |
| Prêts | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | | |
| Sous-total | | | | | | |
| Total | | | | | | |

Amortissements des immobilisations

| | Montant début d'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant fin d'exercice |
|--|--------------------------------|---------------|-------------|------------------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Sous-total | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | | | | |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 265 | | | 1 265 |
| Sous-total | 1 265 | | | 1 265 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements, aménagements des constructions | | | | |
| Installations techniques matériels et outillages industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 19 501 | 12 144 | | 31 645 |
| Installations générales, agencements, aménagements divers | 145 | 759 | | 904 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 19 356 | 11 385 | | 30 741 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Sous-total | 19 501 | 12 144 | | 31 645 |
| Total | 20 766 | 12 144 | | 32 910 |

(1) Dont amortissement du fonds de commerce par application de l'article 39, 1-2, al.3 du CGI

Les flux s'analysent comme suit :

Amortissements - Ventilation des augmentations

| | Compléments liés à une réévaluation | Sur éléments amortis selon mode linéaire | Sur éléments amortis selon un autre mode | Dotations exceptionnelles |
|--|---|---|---|------------------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Sous-total | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Sous-total | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements, aménagements des constructions | | | | |
| Installations techniques matériels et outillages industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | 12 144 | | |
| Installations générales, agencements, aménagements divers | | 759 | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | | 11 385 | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Sous-total | | 12 144 | | |
| Total | | 12 144 | | |

Créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

| | Montant Brut | A moins d'un an | A plus d'un an |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | 14 401 | | 14 401 |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts (1) (2) | | | |
| Autres immobilisations financières | 14 401 | | 14 401 |
| CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT | 230 237 | 230 237 | |
| Créances clients | | | |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres Créances bénéficiaires et comptes rattachés | | | |
| Créances sociales | 3 308 | 3 308 | |
| Personnel et comptes rattachés | 3 308 | 3 308 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Créances fiscales | 208 731 | 208 731 | |
| Impôts sur les bénéfices | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | | | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | 5 890 | 5 890 | |
| Etat et autres collectivités publiques - Divers | 202 841 | 202 841 | |
| Autres créances | 3 701 | 3 701 | |
| Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs | | | |
| Créances reçues par legs ou donations | | | |
| Débiteurs divers | 3 701 | 3 701 | |
| Charges constatées d'avance | 14 497 | 14 497 | |
| Total | 244 638 | 230 237 | 14 401 |
| (1) Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| (2) Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | 31/12/2025 (12 mois) | 31/12/2024 (12 mois) | Variation Euros | Variation % |
|--|-------------------------|-------------------------|--------------------|----------------|
| Intérêts courus à recevoir - sur immobilisations financières | | | | |
| Fournisseurs - Rabais, remises et ristournes à obtenir | | | | |
| Clients - Factures à établir | | | | |
| Personnel - Produits à recevoir | 3 308 | | 3 308 | |
| Organismes sociaux - Produits à recevoir | | | | |
| Etat - Produits à recevoir | 202 841 | | 202 841 | |
| Groupes et Associés - Produits à recevoir | | | | |
| Intérêts courus à recevoir - Sur valeurs mobilières de placement et disponibilités | 6 121 | | 6 121 | |
| Produits à recevoir - Divers | 17 | 69 469 | - 69 452 | - 99 |
| Total | 212 287 | 69 469 | 142 818 | 206 |

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

| | A l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture de l'exercice |
|-------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|----------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 504 418 | 252 493 | | 5 224 | 751 687 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 252 493 | - 252 493 | 458 407 | | 458 407 |
| Situation nette (sous total) | 756 911 | | 458 407 | 5 224 | 1 210 094 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| Total | 756 911 | | 458 407 | 5 224 | 1 210 094 |

Fonds reportés et Fonds dédiés

| Variation des fonds dédiés issue de | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts | A la clôture de l'exercice | |
|--|-----------------------------|----------------|----------------|---------------------|----------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | dont remboursements | | Montant global | dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subvention d'exploitation | 430 309 | 134 990 | 313 935 | 0 | 116 374 | 134 990 | 0 |
| DGEFP sécurisation | 150 000 | | 150000 | | | 0 | |
| DGCS CPO 2020-2022 | 0 | | | | | 0 | |
| DGCS SM 2022-2023 | 95 417 | | 95417 | | | 0 | |
| CD 76 | 21 441 | | | | 21 441 | 0 | |
| Métropole Europe rhin | 0 | | | | | 0 | |
| Métropole Grand Lyon | 4 389 | 0 | 4 389 | | | 0 | |
| Métropole Rouen | 21 441 | | | | 21 441 | 0 | |
| CD nord | 29 946 | 0 | 13 811 | | 16 135 | 0 | |
| Mei 2020 | 57 357 | 0 | | | 57 357 | 0 | |
| Aisne | 50 318 | 54 893 | 50 318 | | | 54 893 | |
| Préfecture Martinique | | 60 000 | | | | 60 000 | |
| ARES | | 8 000 | | | | 8 000 | |
| Escale 17 O2R | | 12 097 | | | | 12 097 | |
| Contributions financières d'autres organismes | 240 000 | 0 | 240 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sanofi Soutien Psy | 0 | | | | | 0 | |
| Fondation de France | 240 000 | 0 | 240 000 | | | 0 | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | 0 | |
| | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 670 309 | 134 989 | 553 935 | | 116 373 | 134 989 | 0 |

Provisions

Provisions pour risques et charges

| | Montant début d'exercice | Dotation | Reprise utilisée | Reprise non utilisée | Montant fin d'exercice |
|--|--------------------------------|--------------|---------------------|----------------------------|------------------------------|
| PROVISIONS POUR RISQUES | | | | | |
| Pour litiges | | | | | |
| Pour garanties données aux clients | | | | | |
| Pour amendes et pénalités | | | | | |
| Pour pertes de change | | | | | |
| Pour pertes sur contrat | | | | | |
| Autres provisions pour risques | | | | | |
| Sous-total | | | | | |
| PROVISIONS POUR CHARGES | | | | | |
| Charges sur legs ou donations | | | | | |
| Pour pensions et obligations similaires | | 6 628 | | | 6 628 |
| Pour restructurations | | | | | |
| Pour impôts | | | | | |
| Pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires | | | | | |
| Pour gros entretiens ou grandes visites | | | | | |
| Pour remise en état | | | | | |
| Autres provisions pour charges | | | | | |
| Sous-total | | 6 628 | | | 6 628 |
| Total des provisions | | 6 628 | | | 6 628 |

Ventilation des dotations et reprises

| | 31/12/2025 (12 mois) | 31/12/2024 (12 mois) |
|--|-------------------------|-------------------------|
| | Total | Total |
| EXPLOITATION | | |
| Dotations d'exploitation | 1 404 | |
| Reprises d'exploitation | | |
| Total Exploitation | - 1 404 | |
| FINANCIER | | |
| Dotations financières | | |
| Reprises financières | | |
| Total Financier | | |
| EXCEPTIONNEL | | |
| Dotations exceptionnelles | | |
| Reprises exceptionnelles | | |
| Total Exceptionnel | | |
| Total des dotations et reprises | - 1 404 | |

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

| | Montant Brut | Échéance à 1 an | Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus | Échéance à plus de 5 ans |
|--|------------------|------------------|---|--------------------------|
| EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 254 | 254 | | |
| Emprunts obligataires convertibles (1) (2) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (1) (2) | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2) | 254 | 254 | | |
| - Dont à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - Dont à plus de 1 an à l'origine | 254 | 254 | | |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 040 628 | 1 040 628 | | |
| AUTRES DETTES | 3 590 855 | 3 590 855 | | |
| Dettes sur legs ou donations | | | | |
| Dettes sociales | 99 643 | 99 643 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 27 636 | 27 636 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 72 006 | 72 006 | | |
| Dettes fiscales | 2 281 938 | 2 281 938 | | |
| Impôts sur les bénéfices | 20 523 | 20 523 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | | | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 2 261 416 | 2 261 416 | | |
| Autres | 1 209 274 | 1 209 274 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs | | | | |
| Autres dettes | 1 209 274 | 1 209 274 | | |
| Produits constatés d'avance | 60 000 | 60 000 | | |
| Total | 4 691 737 | 4 691 737 | | |
| (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (2) Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |

Charges à payer

| | 31/12/2025 (12 mois) | 31/12/2024 (12 mois) | Variation Euros | Variation % |
|--|-------------------------|-------------------------|--------------------|----------------|
| Intérêts courus à payer - sur emprunts et dettes assimilées | | | | |
| Intérêts courus à payer - sur dettes rattachées à des participations | | | | |
| Fournisseurs - Factures non parvenues | 12 122 | 76 657 | - 64 535 | - 84 |
| Clients - Rabais, remises et ristournes à accorder | | | | |
| Personnel - Charges à payer | 26 615 | 17 607 | 9 008 | 51 |
| Organismes sociaux - Charges à payer | 10 905 | 8 448 | 2 457 | 29 |
| Etat - Charges à payer | | | | |
| Groupes et Associés - Charges à payer | | | | |
| Charges à payer - Divers | 1 209 274 | | 1 209 274 | |
| Total | 1 258 916 | 102 712 | 1 156 204 | 1 126 |

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Solde comptable 486 | Exploitation | Exceptionnel | Financier |
|-----------------------------|---------------------------|--------------|--------------|-----------|
| Charges constatées d'avance | 14 497 | 14 497 | | |
| Total | 14 497 | 14 497 | | |

Produits constatés d'avance

| | Solde comptable 487 | Exploitation | Exceptionnel | Financier |
|-----------------------------|---------------------------|--------------|--------------|-----------|
| Produits constatés d'avance | 60 000 | 60 000 | | |
| Total | 60 000 | 60 000 | | |

Notes relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives

Subventions et Concours Publics

| | Union Européenne | Etat | Collectivités Territoriales | Caisse d'allocations familiales | Autres | Total |
|-----------------------------|------------------|------------------|-----------------------------|---------------------------------|------------------|------------------|
| Concours publics | | 12 750 | | | | 12 750 |
| Subvention d'exploitation | | 7 180 020 | 899 685 | | 1 659 795 | 9 739 500 |
| Subvention d'investissement | | | | | | |
| Total | | 7 192 770 | 899 685 | | 1 659 795 | 9 752 250 |

Règles de reconnaissance des produits liés aux financements affectés :

Les subventions et autres financements affectés à la réalisation de projets spécifiques sont comptabilisés en produits au fur et à mesure de l'engagement des dépenses éligibles qu'ils ont vocation à financer, conformément au principe de rattachement des produits aux charges et aux dispositions conventionnelles (clauses suspensives et résolutoires).

Le produit comptabilisé au titre de chaque convention est limité au montant des dépenses éligibles engagées à la date de clôture et ne peut excéder le montant maximal du financement prévu contractuellement pour l'exercice.

- Lorsque les financements perçus ou acquis pour un exercice dédié, excèdent le montant des dépenses éligibles engagées à la clôture, la quote-part non consommée n'est pas reconnue en produit. Elle est constatée en dettes envers le financeur lorsque les dispositions conventionnelles prévoient la restitution des sommes non utilisées sur l'exercice, et ce dans l'attente d'une autorisation de report d'utilisation du solde sur l'exercice suivant ou d'un reversement.

À l'inverse, lorsque les dépenses éligibles engagées excèdent le montant du financement accordé, le produit comptabilisé est limité au montant maximal prévu par la convention. Les dépenses excédentaires demeurent à la charge de l'association.

- Lorsque les financements affectés à un projet sont à cheval sur plusieurs exercices, les montants non encore consommés à la clôture sont constatés en fonds dédiés. Ils seront comptabilisés en recettes au cours des exercices suivants, dans la limite de la période d'engagement des dépenses énoncée dans la convention de financement. La quote-part non utilisée à l'issue de cette période contractuelle sera transférée en dettes à reverser ou reportée le cas échéant, après accord formel du financeur.

Dans le cas des conventions de financement pluriannuelles, sans clause suspensive et résolutoire, les recettes sont comptabilisées en intégralité. La part relative aux exercices suivant l'exercice en cours est neutralisée par la constatation d'un produit constaté d'avance.

Dans le cadre de la clôture de l'exercice 2025, l'association a procédé à une revue de la présentation comptable des financements assortis de clauses suspensives ou résolutoires. Cette analyse a conduit à corriger une erreur de présentation des exercices antérieurs, certains financements ayant été intégralement comptabilisés en produits puis régularisés par la constatation de produits constatés d'avance ou de fonds dédiés.

L'association a défini les règles d'affectation de ses dépenses aux financements reçus. Ces règles sont résumées ci-après :

| Ressources mutualisées | % de répart. |
|------------------------|--------------|
| DGCS | 4,5% |
| DGEFP | 95,5% |

| Frais Convergence France | % de répart. |
|--------------------------|--------------|
| DGCS | 30,0% |
| DGEFP | 70,0% |

| Frais commun aux 3 bureaux | % de répart. |
|----------------------------|--------------|
| France | 63 |
| SSD | 12 |
| Paris | 25 |
| | 100 |

| RURRH | % de répart. |
|-------|--------------|
| DGCS | 30,0% |
| DGEFP | 70,0% |

Règle de comptabilisation des versements aux chantiers

Concernant les aides versées aux chantiers et autres bénéficiaires financés dans le cadre des conventions de financement, l'association comptabilise les appels de fonds reçus au fur et à mesure de leur émission. Les paiements correspondants sont enregistrés en comptes fournisseurs. À la clôture de l'exercice, un rapprochement est réalisé entre les montants comptabilisés et les engagements résultant des conventions de financement afin de s'assurer que les charges constatées correspondent aux montants maximums attribués aux bénéficiaires conformément aux conventions signées. Il est fait exception à ce principe, sur les plus importants financements, pour lesquels, la charge constatée est limitée aux consommations du chantier d'insertion, sur la base d'un état déclaratif.

Afin de renforcer l'application du principe de rattachement des charges à l'exercice, à compter de 2026, l'association essaiera de déployer ce principe de comptabilisation sur un plus grand nombre de chantier d'insertion. La dette résiduelle sera quant à elle, désormais constatée en charge à payer, s'agissant d'aides financières octroyées.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Contributions volontaires en nature

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|--|--------------|--------------|
| RESSOURCES | 1 164 | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | 1 164 | |
| Total | 1 164 | |
| EMPLOIS | 1 164 | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | |
| Prestations | | |
| Personnel bénévole | 1 164 | |
| Total | 1 164 | |

Les contributions bénévoles valorisées au titre de la gouvernance concernent principalement la participation aux instances de direction de l'association (Bureau, Conseil d'administration, Assemblée générale et Comité de pilotage).

Elles comprennent également le temps consacré par le Président aux tâches administratives liées à la représentation légale de l'association, notamment la signature des conventions, contrats et autres documents officiels. Ce temps est estimé à environ 0,5 heure par semaine.

Honoraires CAC

| | CAC 1 ou OTI 1 | CAC 2 ou OTI 2 |
|---|-------------------------|-------------------------|
| Honoraires afférents à la certification des comptes | 9 000 | |
| Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité | | |
| Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité | | |
| Total | 9 000 | |

Résultat financier

| | 31/12/2025 (12 mois) | 31/12/2024 (12 mois) | Variation | |
|---|-------------------------|-------------------------|--------------|-----------|
| | Total | Total | Euros | % |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits de participation | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances | 34 214 | 14 577 | 19 637 | 135 |
| Autres intérêts de produits assimilés | 44 630 | 56 446 | - 11 815 | - 21 |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits des cessions d'immobilisations financières | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie | | | | |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS | 78 844 | 71 023 | 7 821 | 11 |
| CHARGES FINANCIERES | | | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Valeurs comptables des immobilisations financières cédées | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie | | | | |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIERES | | | | |
| RESULTAT FINANCIER | 78 844 | 71 023 | 7 821 | 11 |

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunération allouée aux dirigeants

Au sein de l'Association, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Il est précisé qu'aucun des administrateurs n'est rémunéré.

Tableau des effectifs

| | Exercice N |
|-----------------------------------|------------|
| EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL | |
| Cadres | 13 |
| Agents de maîtrise et techniciens | |
| Ouvriers | 10 |
| Total | 23 |